

La longue histoire de la démocratie espagnole

Florencia PEYROU

Les mobilisations actuelles pour une « vraie démocratie » en Espagne s’ancrent-elles dans une culture démocratique plus ancienne qu’il n’y paraît ? Florencia Peyrou revient sur l’histoire du républicanisme espagnol : elle le compare aux autres mouvements radicaux et républicains européens, et montre à la fois sa radicalité, ses apports et ses contradictions.

***La Vie des Idées* publie à la suite de cet article deux témoignages sur le mouvement social actuel, qui font écho aux débats passés entre démocratie directe et démocratie représentative en Espagne : une chronique du 15M par Juan Luis Simal, et un témoignage sur la prise de décision dans le campement de la Puerta del Sol par Eva Botella-Ordinas.**

Comment se sont diffusées les attitudes, les valeurs et les pratiques démocratiques ? Le rôle des mouvements sociaux et politiques dans le parcours sinueux qui a mené à la démocratie libérale actuelle a été primordial. Ceux-ci se sont organisés pour exiger, entre autres, le respect de l’autorité parlementaire et des libertés civiles, l’extension du suffrage, des élections transparentes et la légitimité des partis politiques. L’analyse des groupes démocrates permet de comprendre comment ils ont amplifié leurs appuis sociaux, se sont affrontés aux pouvoirs établis et aux discours hégémoniques, et finalement, ont formulé et reformulé leur imaginaire politique et social¹.

¹ Robert Dahl, *La democracia. Una guía para los ciudadanos*, Madrid, Taurus, 1999, p. 9, 13, et *La democracia y sus críticos*, Barcelona, Paidós, 1992, p. 42. Geoff Eley, “Democracia, cultura de masas y ciudadanía”, in M. Cruz Romeo, Ismael Saz (eds.), *El siglo XX. Historiografía e historia*, Valencia, PUV, 2002, p. 120.

Les groupes républicains qui ont commencé à se former en Espagne à partir de 1840 sont l'un des mouvements qui, dans l'Europe du XIX^e siècle, ont lutté pour le suffrage « universel » et la souveraineté populaire. Ces groupes ont fini par acquérir un poids notable dans la dynamique historique du moment : leur implantation, tant géographique que sociale, est devenue importante à mesure qu'avancait le siècle et leurs principes ont persisté pendant des décennies, même s'ils émanaient de conceptions diverses. Ils ont par ailleurs représenté un élément fondamental pour l'intégration des masses à la politique, et ont eu une influence indubitable sur l'ouverture progressive du système : ce processus culmina lors de la révolution de 1868, de l'instauration de la I^{ère} République (1873), de la proclamation du suffrage « universel » masculin (1890) et finalement, de la mise en place de la II^{ème} République (1931)². L'histoire de ces tendances contribue à modifier la vision traditionnelle du libéralisme espagnol du XIX^e siècle comme un mouvement fragile, dont la capacité de transformation et les bases sociales auraient été limitées. Cette image est généralement associée à celle plus générale du XIX^e siècle espagnol comme une période d'immobilisme et de retard de la vie politique et sociale. L'histoire de ces mouvements permet enfin d'approfondir notre connaissance de l'univers démocratique européen du XIX^e siècle, et en particulier, des imaginaires et des pratiques partagées, de la circulation des modèles culturels, des influences réciproques et des relations et contacts établis pour échanger idées et informations, ou pour coopérer par l'aide et par l'assistance aux réfugiés politiques³.

Une culture politique en partage

L'univers républicain du XIX^e siècle espagnol est hétérogène ; en son sein se côtoient des sensibilités politiques plus ou moins radicales, ce qui donne lieu à des débats et à des conflits. Cependant, cet univers constitue bien une culture politique au singulier, caractérisée par une identité, un projet politique et social, des valeurs, une vision du devenir historique et une pratique politique en grande mesure similaires d'une tendance à une autre⁴.

² Angel Duarte, Pere Gabriel, “¿Una sola cultura política republicana ochocentista en España?”, *Ayer*, 39, 2000, p. 11-12. Manuel Suárez Cortina, *El gorro frigio*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2000, p. 41.

³ Jesús Millán, M. Cruz Romeo, “Por qué es importante la revolución liberal en España? Culturas políticas y ciudadanía en la historia española”, in Mónica Burguera, Christopher Schmidt-Nowara (eds.), *Historias de España contemporánea*, Valencia, PUV, 2008. Maurizio Ridolfi, “Alle origine della democrazia europea. Introduzione”, in Maurizio Ridolfi (ed.), *La democrazia radicale nell'ottocento europeo*, Milan, Feltrinelli, 2005, p. XI, XIV.

⁴ Florencia Peyrou, “Harmonia en la discòrdia? Reflexions al voltant de la cultura política democràtica-republicana a Espanya, 1840-1868”, *Recerques*, n° 58-59, 2009.

Pour commencer, tous partagent une vision du monde basée sur la confiance dans le progrès et considèrent l'histoire comme une lutte dialectique – qui n'est pas encore terminée – entre l'absolutisme et la liberté. Leur est aussi commune l'idée que la nation espagnole est fondée sur la conception d'un espace territorial en place depuis des temps immémoriaux, sur des grands mythes (parmi lesquels se distingue la Guerre d'Indépendance commencée en 1808) et sur un panthéon d'hommes illustres (au sein duquel coexistent le Cid, les *comuneros* de Castille, Colomb, Magellan, et certains martyrs de la liberté comme Riego ou Torrijos). La nation est par ailleurs conçue dans une perspective politique, comme une communauté intégrée par des citoyens souverains égaux en droits et en devoirs, au sein de laquelle aucun privilège de quelque type que ce soit ne doit exister – une communauté caractérisée par la liberté politique et par la légitimité de l'autorité. Mais les républicains insistent aussi, au moment de définir la nation, sur le « lien de sang de la race » (*lazos de sangre de la raza*): les traditions, les mœurs, la langue, l'histoire. Ces postulats sont très proches de ceux des républicains français, qui associent le caractère civique de la nation à des traits culturels et à des sentiments marqués par la tradition romantique au sens où la nation suscite de violentes passions, des sacrifices et un amour absolu. Dans le cas des républicains espagnols, l'exaltation nationaliste dérive occasionnellement sur des postures franchement impérialistes, racistes et bellicistes (comme par exemple en 1898, lors de la guerre contre les indépendantistes cubains).

Initialement, quelques courants défendent la république alors que d'autres (qui se disent « démocrates ») transigent avec la monarchie, mais avec une monarchie soumise à la volonté du peuple et dont les attributions seraient limitées. Le monarque doit être un délégué du peuple, et cela rend sa position équivalente dans la pratique à celle d'un président du conseil. La monarchie est ainsi acceptée dans la pratique lorsqu'elle fonctionne en substance comme une république. Il existe donc une grande proximité entre les deux postures, ce qui favorise le déplacement de nombreux démocrates vers le républicanisme lorsque l'impossibilité de mettre en pratique un tel modèle de monarchie, et en définitive de concilier le trône et la liberté, devient évidente. Ce qui est certain, c'est qu'à la fin des années 1850 la grande majorité des anciens démocrates sont déjà républicains ; en 1868, le Parti Démocrate créé en 1849 se transforme en bloc en Parti Républicain Fédéral⁵. Quant à la manière de considérer la république, Àngel Duarte a signalé l'indétermination qui a pendant longtemps

⁵ Florencia Peyrou, "La formación del Partido Demócrata español: ¿crónica de un conflicto anunciado?", *Historia Contemporánea*, 37, 2008.

caractérisé ce concept (défini surtout par l'opposition au système vicieux de la monarchie), ce qui selon lui favorisa l'appui de larges groupes sociaux nourrissant des espoirs et des projets dissemblables⁶.

Les républicains espagnols défendent aussi d'un commun accord les libertés de presse, de réunion et d'association ; l'autonomie municipale et provinciale ; la milice nationale. Ils sont favorables à la libéralisation du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, et à l'abolition des impôts indirects, des droits de douane et de consommation, et des monopoles sur le sel et le tabac. Tous exigent en théorie le suffrage « universel » masculin, même si certains d'entre eux excluent les secteurs les plus pauvres et les plus marginalisés (mendiants, vagabonds, etc.), qui effraient par leur manque de liens sociaux, tout comme par leur identification au vice et à la déchéance. Le citoyen idéal, comme chez les réformateurs britanniques, est le travailleur père de famille, car on considère que seul ce dernier peut atteindre la vertu, la stabilité et l'indépendance⁷.

Les femmes, en général, ne sont pas incluses dans cette exigence. La majorité des républicains assume le discours dominant sur la domesticité selon lequel la nature faible et sentimentale des femmes les destine à la sphère domestique. Et ces conceptions se maintiennent jusque tard au XX^e siècle. On considère cependant aussi que les femmes ont la mission d'éduquer les garçons afin de former des hommes probes et bons citoyens, disposés à lutter pour la patrie et la liberté. À cette fin, il leur faut connaître les principes républicains. De ce point de vue, et comme en France et aux États-Unis, le modèle républicain de la femme-mère génératrice de citoyens vertueux et démocrates, défenseurs de l'égalité et de la liberté, la situe hors de la scène politique, mais lui donne une responsabilité importante en son sein, ce qui fait d'elle une sorte de citoyenne sans droits politiques⁸.

Vers la démocratie directe

Les premiers républicains sont favorables à des formes de démocratie directe : la sanction populaire des lois et/ou la subordination des députés et de tout pouvoir à la volonté

⁶ Angel Duarte, "La esperanza republicana", en Cruz, R. y Pérez Ledesma, M. (eds.), *Cultura y movilización en la España contemporánea*, Madrid, Alianza, 1997.

⁷ Keith McClelland, "England's greatness, the working man", Catherine Hall, Keith McClelland, Jane Rendall, *Defining the Victorian Nation. Class, Gender and the Reform Act of 1867*, Cambridge, CUP, 2000.

⁸ Dominique Godieau, "Hijas de la libertad y ciudadanas revolucionarias", Georges Duby, Michelle Perrot (dir.), *Historia de las mujeres. 4. El siglo XIX*, Madrid, Taurus, 2000, p. 48-49. Luz Sanfeliú, *Republicanas. Identidades de género en el blasquismo (1895-1910)*, Valencia, PUV, 2005.

de leurs électeurs, et par suite, leur révocabilité. Ce type de postures apparaît en France pendant la Révolution : à partir de 1790, Girardin et Brissot, entre autres, défendent le contrôle populaire et la sanction de la production législative. Plus tard, vers 1850-51, après l'échec de l'expérience du suffrage « universel » de 1848, le gouvernement direct est à nouveau défendu, surtout depuis les journaux *La Démocratie Pacifique* de Considérant, et *La Voix du Proscrit*, publiés à Londres par Ledru-Rollin et d'autres exilés⁹. C'est à partir de 1860 que le mandat représentatif commence à être défendu dans le monde démocratique espagnol, surtout par les courants krausistes (libéraux adeptes de la philosophie harmoniste de Karl Krause). Il implique l'acceptation progressive de l'indépendance des représentants, limités uniquement par la censure publique et par l'élection périodique¹⁰. Cette posture, comme nous le verrons, s'étendra dans les décennies de la fin du XIX^e siècle. Actuellement cependant, la démocratie directe est revenue au premier plan avec le mouvement « *Democracia real ya* », qui réclame entre autres de nouvelles voies pour une participation politique citoyenne plus intense et active.

Un autre trait commun à l'ensemble des républicanismes du XIX^e siècle est une attitude favorable, bien qu'à des degrés divers, envers la violence révolutionnaire. Pour tous les républicains, elle représente le dernier recours auquel se raccrocher pour renverser un gouvernement tyrannique. Elle est justifiée, par les caractéristiques du régime électoral censitaire, par la corruption électorale et/ou par le contexte politique de répression et d'exclusion favorisé par les différents régimes. Mais elle s'explique aussi par une conception anti-pluraliste de la politique, qui conduit davantage à l'assujettissement des opposants qu'à la conciliation. Comme dans le cas du radicalisme populaire britannique et français, la politique se conçoit comme une activité qui, en l'absence de perturbations et d'anomalies, n'inclut pas la confrontation et le compromis entre des intérêts concurrents. L'objectif est alors l'élimination de toutes les contradictions et déséquilibres sociaux par le biais d'une action rapide et efficace, afin d'établir pour toujours la justice, l'unité et l'harmonie nationale¹¹. Dans cette perspective, le suffrage n'est pas considéré comme un instrument pour élire un projet politique entre plusieurs projets également légitimes¹². Seule une option acceptable existe, celle que défend « le vrai peuple » conçu comme un tout. Toute personne qui ne

⁹ Pierre Rosanvallon, *La démocratie inachevée*, Paris, Gallimard, 2000.

¹⁰ Román Miguel, "Las concepciones de la representación política en la democracia republicana española del siglo XIX", *Ayer*, 61, 2006, p. 164.

¹¹ Iowerth Prothero, *Radical Artisans in England and France 1830-1870*, Cambridge, CUP, 1997.

¹² Como ocurría en la política municipal francesa de mediados de siglo 19. Véase Christine Guionnet, "La politique au village: une révolution silencieuse", *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, p. 45-4, 1998.

défendrait pas ce projet populaire, celui du républicanisme, devient un ennemi du peuple et doit être éliminé¹³. Pour cette raison, la pratique politique des républicains oscille entre légalité et clandestinité, et sort fréquemment des voies institutionnalisées. Ainsi, comités et réunions électorales, clubs et casinos, rédactions de journaux et sociétés éducatives alternent avec les sociétés secrètes et les conspirations, l'agitation dans les rues. En cela, ils ne se différencient pas de leurs homologues européens.

La difficile question du socialisme

Ce qui représente bel et bien un point de friction important entre les premiers courants républicains est la question du socialisme, surtout à partir de 1860. Auparavant, tous ces courants s'accordaient sur la nécessité de réaliser certaines réformes sociales afin de garantir l'indépendance intellectuelle et matérielle de tous les hommes et, en définitive, d'établir une communauté harmonieuse dans laquelle disparaîtrait toute forme de subordination. Les projets élaborés par les différents publicistes varient, mais ces derniers sont en général d'accord, dans une plus ou moins grande mesure, sur la défense de l'instruction primaire gratuite, des associations de producteurs et de consommateurs, des sociétés de secours mutuels, des banques de crédit, de l'impôt progressif et d'un modèle démocratique de désamortissement (vente des biens de mainmorte) qui répartirait la propriété entre le plus grand nombre de personnes possible. À la fin des années 1850 et surtout à partir de 1860, quelques courants commencent à rejeter le terme « socialisme », tout en continuant à défendre les mesures mentionnées. Il s'agit surtout des adeptes des doctrines de Bastiat. Il faut tenir compte du fait que le débat entre ce dernier et Proudhon est publié en 1860, traduit sous le titre *Capital et rente* par Roberto Robert. Au même moment, les divergences sur l'opportunité de l'interventionnisme étatique dans les questions économiques et sociales se produisent aussi parmi les démocrates européens¹⁴.

Mais chez les républicains espagnols, ces divergences donnent lieu à d'âpres polémiques entre ceux qui considèrent que le socialisme aboutit à la « réglementation tyrannique (...) de la vie de l'homme » et ceux qui pensent, comme Pi y Margall, que l'État doit intervenir dans le domaine socio-économique pour « établir le règne de la justice » en régulant le crédit, en garantissant l'instruction publique et même en légiférant sur la propriété

¹³ Florencia Peyrou, « ¿Voto o barricada? Ciudadanía y revolución en el movimiento republicano del período de Isabel II », *Ayer*, 70, 2008.

¹⁴ Jonathan Sperber, *The European Revolutions, 1848-1851*, Cambridge, CUP, 1994.

terrienne. Les propositions de réforme varient à peine au cours des années suivantes. Les courants les plus extrémistes plaident occasionnellement pour l'abolition de l'héritage, la répartition de certaines terres ou l'intervention étatique dans les relations de travail, mais la question de la propriété issue du travail ou « les fondements de l'ordre économique » ne sont jamais mis en question¹⁵. Dans cette perspective, les terribles divisions qui se produisent au sein du républicanisme sur la question du socialisme paraissent moins imputables à l'incompatibilité des différentes positions, qu'à l'anti-pluralisme puissant qui caractérise très longtemps les républicains – les conduisant à considérer l'adversaire comme un « non démocrate » et encourageant les solutions basées sur le rejet des avis contraires –, et au manque de structures et d'espaces adaptés au débat et à la négociation. Cet anti-pluralisme constitue un élément fondamental de la culture politique républicaine, d'autant plus important qu'il détermine finalement son échec¹⁶.

La 1^{ère} République et l'expérience du pouvoir

Pendant le Sexennat Démocratique (1868-1874)¹⁷, les conceptions exclusives de la politique sont maintenues. De fait, en 1873, un journal républicain modéré comme *La Discusión*, signale qu'aucune tendance au sein du parti ne fait uniquement confiance au « pouvoir de la raison et de la parole¹⁸ ». Cela explique la persistance de la clandestinité et de la conspiration dans la pratique politique républicaine après l'adoption de la Constitution de 1869. Cette dernière satisfait pourtant beaucoup des exigences formulées par les républicains depuis des décennies : elle proclame la souveraineté nationale et une déclaration des droits incluant ceux d'expression, de réunion et d'association, la liberté des cultes et le suffrage « universel » masculin.

À partir de 1868, la majorité des républicains commencent par ailleurs à se définir comme « fédéraux ». Auparavant, tous défendaient une décentralisation administrative (jamais une centralisation étatique de type jacobin n'a été soutenue). Sur ce point, ils suivaient essentiellement Tocqueville et Constant : il s'agissait de garantir l'élection libre des autorités

¹⁵ Carlos Dardé, «La larga noche de la Restauración, 1875-1900», Nigel Townson (ed.), *El republicanismo en España (1830-1977)*, Madrid, Alianza, 1994, p. 115.

¹⁶ Florencia Peyrou, «*Mientras haya mendigos e ignorantes, la libertad es una utopía. Ciudadanía y socialismo en el movimiento democrático español (1840-1868)*», *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne, en prensa*.

¹⁷ Période de six années consécutives à la révolution de 1868, au cours de laquelle se sont succédés un gouvernement provisoire de type progressiste (1869-1871), une monarchie constitutionnelle dirigée par Amédée de Savoie – fils de Victor Emmanuel II (1871-1873) et la 1^{ère} République (1873-1874).

¹⁸ *La Discusión*, 2-2-1873.

locales par les habitants des villages et des provinces, de favoriser l'éducation politique de ces derniers sur les questions d'administration et de gouvernement, et d'opérer la distribution du pouvoir nécessaire pour garantir la liberté. Mais alors qu'avant 1868 on concède seulement des compétences économiques et administratives aux entités municipales et provinciales, à partir de cette date on commence à leur accorder aussi des compétences politiques. Cependant, même si d'après débats ont lieu autour de la manière d'organiser l'État fédéral (de haut en bas ou de bas en haut par le biais de pactes), on ne précise jamais quelles compétences exactes doit détenir chacune de ces entités, et en général on défend un modèle hiérarchique dans lequel les entités de petite taille sont subordonnées au contrôle des organismes supérieurs¹⁹.

Pour les partisans de la démocratie directe qui continuent à être nombreux, le fédéralisme devient synonyme de contrôle de la vie politique par un peuple en action, une sorte de plébiscite quotidien et de politique immédiate faite d'assemblées, afin que le peuple réalise par lui-même et sans intermédiaires les réformes politiques, économiques et sociales nécessaires. Cela donne lieu à de nombreux désordres et, une fois la I^{ère} République proclamée (1873), à la Révolution Cantonale, au cours de laquelle les courants les plus intrépides et « intransigeants » tentent d'imposer la fédération par le bas (ce qui contribue à déstabiliser profondément le régime flambant neuf). Ce potentiel révolutionnaire présenté par le fédéralisme conduit certains courants qui l'avaient d'abord soutenu, comme Emilio Castelar, à s'en éloigner au fil du temps : ils se limitent dès lors à l'élection des autorités municipales par le suffrage des habitants, et à la décentralisation de l'administration. Ces courants, peut-être aussi pour fuir le fantôme des désordres et des tumultes, se mettent à défendre le système représentatif contre tout type de démocratie directe.

La modernisation des partis républicains sous la Restauration

La République de 1873 échoue en grande partie à cause des divisions entre républicains pour des raisons tactiques et doctrinales, et à cause des inimitiés personnelles et des luttes pour le pouvoir. Tout cela aboutit sous la Restauration des Bourbons (1874-1923) à la formation de quatre partis différents : le Parti Possibiliste de Castelar (qui défend un programme d'ordre et d'autorité, la décentralisation administrative, le parlementarisme et le régime représentatif) ; le Parti fédéral de Pi y Margall (partisan du fédéralisme pactiste, de la

¹⁹ Florencia Peyrou, "L'organizzazione territoriale della libertà. Repubblicanesimo e federalismo nella Spagna del XIX secolo", *Memoria e Ricerca*, 34, 2010

démocratie directe dans les espaces locaux et d'une politique sociale avancée) ; le Parti Progressiste de Manuel Ruiz Zorrilla (partisan de la décentralisation, du mandat impératif et du recours à la violence militaire pour accéder au pouvoir) ; et le Parti Centraliste de Nicolás Salmerón et des groupes krausistes (défenseurs de la légalité et du régime représentatif)²⁰.

Malgré tout, comme l'a signalé l'un des plus importants experts du républicanisme de cette période, cette pluralité n'empêche pas « l'affirmation d'un ensemble de valeurs et de principes » communs, qui lui donnent une certaine unité. Surtout dans la mesure où tous rejettent la monarchie et défendent la démocratie et les droits individuels et qu'en outre, tous mènent à bien une critique systématique des falsifications électorales, de l'intolérance et de la corruption politique qui caractérisent le système de la Restauration. Comme par le passé, bien plus que leurs divergences doctrinaires, c'est surtout le personnalisme de ces partis qui les empêche de mettre en place des coopérations ou des coalitions durables. En effet, les mauvaises relations entre leaders, liées au souvenir de leurs actions antérieures, déteignent sur des partis qui leur restent identifiés de manière absolue²¹.

Même si la culture de la révolte et la condamnation de toute « politique qui ne soit pas directement orientée vers le changement de régime » persistent chez les Progressistes et les Fédéraux, l'intérêt de la période de la Restauration est lié à l'apparition d'une tendance au sein du républicanisme qui abandonne la conspiration et la violence comme instruments d'action politique²². Ce courant commence à défendre la lutte électorale comme moyen d'accès au pouvoir, la réforme contre la révolution et une vision plus pluraliste des partis politiques. C'est surtout l'expérience de gouvernement de 1873 qui pousse certains à réfléchir à l'anti-pluralisme dominant dans la politique espagnole, obstacle à la fondation d'un régime solide, stable et permanent. Des voix s'élèvent alors pour condamner la vision traditionnelle des partis politiques comme *armées en lutte*. Je me réfère aux possibilistes castelariens et

²⁰ Pere Gabriel, "Insurrección y política. El republicanismo ochocentista en Cataluña" et Carlos Dardé, "La larga noche de la Restauración, 1875-1900", in Nigel Townson (ed.), *El republicanismo en España*, Madrid, Alianza, 1994.

²¹ Manuel Suárez Cortina, "Entre la barricada y el parlamento. La cultura republicana en la Restauración", in Manuel Suárez Cortina, *La cultura española en la Restauración*, Santander, SMP, 1999, p. 500. Javier de Diego, *Imaginar la República. La cultura política del republicanismo histórico español*, Madrid, CEPC, 2008.

²² Manuel Suárez Cortina, *El gorro frigio. Liberalismo, democracia y republicanismo en la Restauración*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2000, p. 41. Demetrio Castro, "Republicanism español: de la revolución al fin de siècle. Mismo vino, mismos odres", in Angeles Lario (ed.), *Monarquía y república en la España contemporánea*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2007, p. 60, 62.

surtout, aux centralistes, qui depuis 1890 expriment un soutien sans faille envers la démocratie représentative et parlementaire, la voie des réformes et des méthodes pacifiques.

Dès lors, une profonde transformation théorique et organisationnelle commence à se produire au sein de cette tendance de l'univers républicain, qui déplace les pratiques conspiratives antérieures et les remplace par des attitudes plus proches de celles de la démocratie *moderne*²³. De fait, les deux grands partis républicains qui se forment au XX^e siècle, le Parti Radical (1908) et le Parti Réformiste (1912), même s'ils diffèrent comme c'est logique sur quelques principes, se retrouvent sur la défense d'une pratique politique légale et institutionnelle, et sur la condamnation de tout type de désordres et de révolutions. En outre, tous deux dépassent l'ancienne dichotomie entre socialistes et individualistes pour accepter les postulats de la nouvelle économie sociale, qui promeut la coopération et la solidarité entre les classes, et la recherche de garanties juridiques et économiques pour les plus défavorisés²⁴.

On pourrait imaginer que dans cette nouvelle perspective, il devenait désormais possible de dépasser les anciennes rivalités, et de remplacer les affrontements personnels et les luttes pour le pouvoir par une attitude plus souple, mais tel ne fut pas le cas. L'Alliance Républicaine se forme seulement en 1926. Unie autour de la défense de la république, cette formation triomphe aux élections municipales de 1931, ce qui provoque le départ du roi en exil. Pendant la II^{ème} République cependant, aucun gouvernement de coalition stable ne parvient à être formé. Cela, joint à de nombreux autres obstacles (l'opposition de la CNT, des catholiques, des paysans petits et moyens, des militaires et finalement même des classes moyennes), conduit à un nouvel échec des républicains²⁵.

Chronologie du mouvement républicain espagnol

Les premiers publicistes républicains apparaissent en Espagne vers 1840. Après une première période d'activisme de 1840 et 1843 – trois années de gouvernement progressiste –, la répression exercée par les gouvernements modérés désorganise les républicains pendant quelques années. En 1849 est fondé le Parti Démocratique, auquel adhèrent aussi les courants démocrates qui ne font pas de la forme du gouvernement un problème fondamental. Le Parti établit un comité d'organisation à Madrid, plusieurs comités électoraux de durée limitée et

²³ Manuel Suárez Cortina, "Demócratas sin democracia. Republicanos sin república", in Manuel Suárez Cortina (ed.), *La Restauración, entre el liberalismo y la democracia*, Madrid, 1997, p. 337.

²⁴ Manuel Suárez Cortina, *El gorro frigio*, op. cit., p. 35-61.

²⁵ Santos Juliá, "La experiencia del poder: la izquierda republicana, 1931-1933", in Nigel Townson, op.cit.

quelques sociétés éducatives, mais il ne parvient pas à publier un journal durable en raison des restrictions imposées par la législation modérée. De la même manière, les républicains fondent en 1849 une société secrète nommée « Les Fils du Peuple », dotée de ramifications dans différentes provinces espagnoles et de relations avec des sociétés secrètes à Paris, Lisbonne et Londres. La révolution de 1854, qui donne lieu à deux années de gouvernement progressiste, permet la publication d'un grand nombre de journaux et l'accès au Parlement de 21 députés démo-républicains. Mais en 1856 a lieu le retour du modérantisme et de la répression, et la majorité de ces courants se consacre à nouveau à des activités clandestines et à des conspirations. En 1864, ils tentent d'organiser le parti en constituant un comité national intégré par des délégués de comités provinciaux. Mais ce projet se heurte à des divergences internes, et à partir de 1865, se dissout dans la spirale révolutionnaire impulsée par tous les courants opposés au modérantisme au pouvoir, ce qui finit par entraîner la chute de la Reine Isabelle II en 1868²⁶.

Pendant la période dénommée Sexennat démocratique (1868-74) se produit une véritable éclosion du républicanisme dans l'espace public. Rien qu'à Madrid apparaissent autour de 70 journaux et revues républicaines. Les réunions électorales et les meetings prolifèrent, tout comme les clubs et les casinos. Cette activité se reflète dans les résultats électoraux, où l'on constate un progrès important par rapport aux époques antérieures. Le Parti Républicain Fédéral, créé en 1868 et qui absorbe l'antérieur Parti Démocratique, obtient 85 députés aux élections de 1869. Les meilleurs résultats sont obtenus à Lérida, Séville, Cadix et Huesca. Viennent ensuite Barcelone, Gérone, Saragosse et Valence. Le Parti se structure autour d'une assemblée fédérale, dotée de trois représentants par province et qui décide des questions tactiques et doctrinales, d'un directoire de cinq membres chargé des tâches exécutives, et d'un réseau de comités provinciaux et locaux. En 1873, l'abdication d'Amédée de Savoie après un règne bref et extrêmement instable, conduit à la I^{ère} République, une expérience turbulente (elle voit se succéder quatre présidents différents et six gouvernements, sur un fond d'agitation sociale, de guerres carliste et coloniale et d'insurrection cantonale), qui se termine en moins d'un an par le coup d'État du général Pavía²⁷.

Sous la Restauration des Bourbons, qui commence en 1874, les républicains se divisent en quatre partis, tous interclassistes et d'implantation essentiellement urbaine, qui déploient surtout leur activité au moment des consultations électorales. Il s'agit encore de partis de notables, qui ne mènent pas un travail soutenu d'implantation dans la société. Quelques coalitions éphémères sont signées, comme celle de 1879 qui permet l'élection de seize députés, ou celle de 1893 qui assure celle de quarante-cinq députés, mais les relations entre les quatre partis sont en général mauvaises. En 1903 est fondée l'Union Républicaine qui regroupe divers groupes, mais les différences internes deviennent de plus en plus fortes et finissent par provoquer deux scissions. L'une d'elles est celle d'Alexandre Lerroux et de ses adeptes, qui fondent en 1908 le Parti Radical, considéré comme le premier parti de masse de l'histoire de l'Espagne. Le Parti dépasse l'organisation antérieure basée sur les cercles et les comités, pour se structurer autour des maisons du peuple, espaces qui réunissent bibliothèques, théâtres, coopératives, cafés et billards...Lerroux s'affirme comme un leader charismatique et démagogue, et utilise une rhétorique profondément populiste pour atteindre de hauts niveaux de mobilisation sociale. Son parti, accusé de corruption, entre cependant en crise à partir de 1911. Vers 1923, les républicains sont pratiquement anéantis par leur

²⁶ Demetrio Castro, "Orígenes y primeras etapas del republicanismo en España" y "Unidos en la adversidad, unidos en la discordia: el Partido Demócrata, 1849-1868", N. Townson (ed.), *El republicanismo en España (1830-1977)*, Madrid, Alianza, 1994.

²⁷ Carmen Pérez Roldán, *El partido republicano federal*, Madrid, Endymion, 2001

incapacité à rompre l'hégémonie des monarchistes et à proposer un programme commun. Leur victoire aux élections municipales de 1931, qui provoque l'exil du roi, est une surprise même pour eux²⁸.

Traduit de l'espagnol par Jeanne Moisand.

Article publié dans laviedesidees.fr, le 24 mai 2011.

© laviedesidees.fr

²⁸ José Alvarez Junco, *El Emperador del Paralelo*, Madrid, Alianza, 1990. Nigel Townson, *La república que no pudo ser*, Madrid, Taurus, 2002. Santos Juliá, "La experiencia del poder: la izquierda republicana, 1931-1933", in Nigel Townson, op.cit.